

Actualité

Alain Madelin

Edition : février 2002

Nous sommes à moins de trois mois des élections présidentielles 2002 et c'est quotidiennement maintenant le sujet à la une de tous les journaux.

Mais les grands favoris pour l'élection, le Président Jacques Chirac et le Premier Ministre Lionel Jospin ne sont toujours pas officiellement déclarés comme candidats. Ils sont un peu comme ces grandes vedettes de la vie mondaine qui se font attendre et désirer aux fêtes. C'est aussi une manière de montrer qu'ils sont au boulot, eux: que leur travail est si important qu'ils n'ont pas de temps à perdre avec les campagnes électorales.

En attendant, les regards sont tournés vers les autres candidats. Et il y en a 19 jusqu'à maintenant.

Alain Madelin représente le parti de la Droite Libérale. Il est partisan de l'économie libérale: la philosophie qui soutient que le rôle de l'État doit être minimal, laissant les mains libres aux entreprises privées. Ces idées, très répandues dans le monde anglo-saxon, sont moins acceptées en France, où l'État reste au centre du débat politique.

Mais M. Madelin ne veut pas admettre que la résistance aux idées libérales est une constante de la société Française:

Attendons de voir, parce que une des premières raisons, c'est qu'on ne leur a jamais encore franchement exposé et proposé des idées réformatrices modernes qui vont de Tony Blair à Aznar en Europe. On ne leur a jamais encore proposé franchement dans une élection. Je reste convaincu qu'une majorité de Français est potentiellement disponible pour ces idées-là.

A l'époque où la loi sur les 35 heures a été votée, Alain Madelin l'a violemment critiquée. Il continue d'ailleurs à aller dans ce sens. C'est même son cheval de bataille.

Sur les 35 heures, je me suis déjà exprimé. Je pense que les 35 heures sont une erreur. Elles correspondent à une époque où l'on croyait qu'il y avait la pénurie du travail, qu'il y aurait de moins en moins d'emplois; et qu'il fallait partager les derniers emplois existants entre les Français, c'est absurde. Elles correspondent à un mensonge: on avait dit que ça ne coûterait rien. Elles correspondent à une machine infernale parce qu'elles sont inapplicables aux PME, TPE et à la fonction publique. Et au surplus elles constituent un atteinte, à mes yeux, grave, à un principe fondamental qui est le principe de la liberté du travail. Si je veux travailler 40 heures, 45 heures, j'ai le droit de travailler le temps que je veux. Si je veux travailler moins, je peux travailler moins, si je veux travailler plus, je peux travailler plus. Notez l'hypocrisie d'ailleurs parce que je peux faire 2 fois 22 heures dans deux entreprises différentes, mais je ne peux pas faire 36 heures dans une entreprises. C'est absurde, c'est grotesque et ça crée en plus une fracture entre la France qui travaille 35 heures et une France qui travaille 50 heures, 60 heures et qui a parfois le sentiment de payer par ses impôts la facture très, lourde, des 35 heures. Donc je propose de revenir... de faire la révolution du temps choisi, de revenir au principe de la liberté du travail et de faire que la durée du travail soit fixée par voie contractuelle et non pas par voie légale, donc, supprimer la référence légale, pour des raisons de principe, hein, encore une fois, moi, j'en fais une question de principe, ce qui ne supprime pas les contrats pour autant puisque bien évidemment les conventions conclues en fonction des 35 heures restent bien évidemment applicables, jusqu'à renégociation le cas échéant bien évidemment. Mais, donnant donnant, c'est l'affaire, ensuite, des partenaires sociaux.

Et puis, il y a l'éternel thème de la baisse des impôts en tous genres, lequel fait toujours recette

au moins pendant les campagnes électorales. (Après les élections... c'est une autre histoire comme chacun sait.) Alain Madelin préconise un dopage fiscal pour dynamiser la création de nouvelles entreprises, retenir les capitaux et en attirer d'autres de l'étranger. Il accuse le gouvernement actuel de faire le contraire de cela.

Préserver l'attractivité du site France. Eh bien les socialistes font exactement l'inverse: organiser la répulsivité. Les 35 heures, c'était déjà pas mal mais la nouvelle loi dite de modernisation sociale, il fallait l'inventer, et puis à cela s'ajoute l'idée de faire payer les charges sociales sur la valeur ajoutée, enfin... le comble de l'horreur fiscale.

L'opposition se déchaîne, comme on le voit, et veut revenir au pouvoir. Ancien ministre de l'industrie dans un gouvernement précédent, monsieur Madelin voudrait bien revenir sur le devant de la scène. Il est confiant et sûr de lui, impatient...

... Nous avons eu le temps de réfléchir à toutes les réformes qu'il faut faire.